

Claude Gendron et Daniel Desjardins

**Le dollar canadien et un Québec souverain :
certains aspects juridiques**

Cette étude commandée par la Commission n'a pas fait l'objet d'une présentation aux commissaires par les auteurs

Hypothèses

Nous présumerons d'abord, aux fins des présentes, que l'accession du Québec à la souveraineté s'effectuerait en conformité avec les principes de droit international en la matière.

Nous prendrons également pour acquis que le reste du Canada demeurerait inchangé au lendemain de la souveraineté, du moins dans la structure actuelle de ses institutions financières, de sa banque centrale et de sa monnaie.

1. Certains aspects juridiques de la monnaie

Avant de passer à l'examen spécifique des questions soumises, il convient de rappeler quelques aspects tant juridiques que historiques en matière monétaire et notamment le rôle de l'État en cette matière. Nous situerons ensuite ces aspects dans le cadre monétaire canadien.

1.1 La monnaie et l'État

Le rôle de l'État en matière de monnaie a toujours été et demeure encore primordial. Historiquement, l'État a accordé à la monnaie le privilège juridique de reconnaissance qui a fait que la monnaie jouit de l'agrément général des ressortissants d'un territoire. D'où la prérogative du pouvoir souverain quant à l'émission de la monnaie qui remonte à l'antiquité¹ et le monopole de l'État sur le système monétaire interne qui a été consacré tant en jurisprudence que dans les lois et constitutions de nombreux pays². Ceci se reflète généralement dans le droit exclusif d'émettre des instruments de paiement et de battre monnaie³, cette prérogative étant attachée exclusivement à la souveraineté de l'État⁴. La réglementation de la monnaie est donc une partie intégrante de l'administration générale de l'État⁵.

Une autre prérogative de l'État en matière monétaire est le choix du système monétaire, soit «l'ensemble des règles qui permettent à la monnaie nationale de remplir ses fonctions économiques et aux autorités monétaires de la contrôler dans toutes les utilisations dont elle est

-
1. Dominique CARREAU, *Souveraineté et coopération monétaire internationale*, Paris, Cujas, 1970, p. 24; Arthur NUSSBAUM, *Money in the Law, National and International*, Brooklyn, Foundation Press, 1950, p. 32.
 2. D. CARREAU, *op. cit.*, note 1, p. 27.
 3. Boris NOLDE, «La monnaie en droit international public», (1929) 27 *Recueil des cours* 245, 260.
 4. Geneviève BURDEAU, «L'exercice des compétences monétaires par les États», (1988) 212 *Recueil des cours* 223, 241.
 5. B. NOLDE, *loc. cit.*, note 3, 248.

l'objet⁶. Cela englobe le statut de la banque centrale, le régime d'émission et de circulation monétaire, le contrôle du crédit et la définition des relations avec les autres systèmes monétaires⁷.

1.2 *Le cadre juridique de la monnaie au Canada*

Le fondement statutaire de l'existence de la monnaie canadienne se retrouve à l'article 3 de la *Loi sur la monnaie*⁸ qui établit le dollar comme unité monétaire canadienne ainsi que sa répartition divisionnaire, cette loi relevant de la juridiction exclusive du parlement fédéral en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*⁹. La *Loi sur la monnaie*¹⁰ établit ce que constitue la monnaie légale au Canada, soit: a) les pièces d'or,¹¹ b) les pièces de monnaie, c) les billets destinés à circuler au Canada et émis par la Banque du Canada¹¹. Le papier-monnaie, quant à lui, est régi par la *Loi sur la Banque du Canada*¹² et relève exclusivement de la Banque du Canada¹³ depuis 1945¹⁴.

Par ailleurs, le système de paiement canadien est régi pour sa part par les trois lois précédentes et principalement par la *Loi sur les lettres de change*¹⁵, la *Loi sur l'Association canadienne des paiements*¹⁶, cette dernière régissant le transfert des dépôts bancaires, et par la *Loi concernant la Monnaie royale canadienne*¹⁷ qui confère à une institution appelée Monnaie royale canadienne la frappe de la monnaie.

6. G. BURDEAU, *loc. cit.*, note 4, 235.

7. *Id.*

8. L.R.C. (1985), c. C-52.

9. *Loi constitutionnelle de 1867*, 30 & 31 Vict., R.-U., c. 3, art. 91 (14).

10. L.R.C. (1985), c. C-52.

11. L.R.C. (1985), c. C-52, article 8.

12. L.R.C. (1985), c. B-2.

13. *Loi sur la Banque du Canada*, L.R.C. (1985), c. B-2, article 25.

14. *Loi sur la Banque du Canada*, 8 Geo. VI, c. 30, articles 60 et 61.

15. L.R.C. (1985), c. B-4.

16. L.R.C. (1985), c. C-21.

17. *Loi concernant la Monnaie royale canadienne*, L.R.C. (1985), c. R-9.

En résumé, la Banque du Canada et la Monnaie royale canadienne sont chargées de l'impression des billets de banque et de la frappe de la monnaie. Les autorités de ces deux institutions, entre autres par leur intervention en matière monétaire (ex.: achat et vente de devises), établissent ou soutiennent les politiques économiques gouvernementales.

Ces considérations générales étant exposées, voyons maintenant plus précisément les questions soumises.

2. Question n° 1 : Advenant son accession à la souveraineté, le Québec pourrait-il, sans entente préalable avec le Canada, utiliser légalement le dollar canadien comme monnaie ayant un effet libératoire sur son territoire?

Ayant quelque peu décrit le rôle fondamental de l'État en matière monétaire et l'exclusivisme de ce rôle par ailleurs reconnu unanimement en droit international, la question soumise nécessite l'examen de la portée de la souveraineté de l'État en matière monétaire.

2.1 La territorialité de la souveraineté

Le principe de la souveraineté étatique est avant tout une question territoriale, cette prémisse faisant unanimité en droit international¹⁸.

De ce principe de la souveraineté territoriale découle celui que tout État a le droit de déterminer lui-même sa monnaie¹⁹ étant entendu par ailleurs que la législation et l'administration de la monnaie d'un État ne peuvent avoir d'effet qu'à l'intérieur du territoire de cet État²⁰. A cet égard, une décision historique de la Cour permanente de justice internationale, dans une affaire

18. *La souveraineté, dans les relations entre États, signifie l'indépendance. L'indépendance relativement à une partie du globe est le droit d'y exercer, à l'exclusion de tout autre État, les fonctions étatiques* dans l'Affaire de l'Ile Palmas, R.S.A. 1928, vol. II, p. 281.

19. *Emprunts Serbes et Brésiliens*, C.P.J.I., 12 juillet 1929, série A, arrêts n° 20, p. 44 et n° 22, p. 122. Dans ces affaires, il s'agissait de déterminer sur quelles bases monétaires le service financier des emprunts contractés par les États serbe-croate-slovène et brésilien auprès de ressortissants étrangers devait être effectué suite à la mention d'une clause-or. Les gouvernements émetteurs prétendirent respecter leurs obligations en assurant le service de ces emprunts par un remboursement nominal en devise nationale des places d'émission en contrepartie de leur valeur or. La Cour a statué que tout État avait le droit de déterminer sa propre monnaie et que le service de la dette contractée pouvait se faire en une quelconque dénomination en autant que la substance de la dette à payer ne soit pas affectée et que la loi nationale n'entre pas en conflit avec la loi qui régit la dite dette.

20. B. NOLDE, *loc. cit.*, note 3, 253.

connue sous le nom de l’Affaire du Lotus, a énoncé que «...la limitation primordiale qu’impose le droit international est celle d’exclure, sauf règle permissive contraire, tout exercice de sa puissance sur le territoire d’un autre État»²¹. Le moyen de paiement qu’est la monnaie n’a cours et de pouvoir libératoire que dans les limites territoriales de l’État émetteur²². La souveraineté de l’État s’arrête donc à ses frontières bien qu’exceptionnellement la politique monétaire d’un État et les décisions qui en découlent peuvent avoir un effet extraterritorial, notamment la dévaluation de la monnaie nationale d’un État émetteur sur la masse monétaire de cet État utilisée hors frontières à titre de paiement.

2.2 Succession d’États et monnaie

Il résulte de cette notion de territorialité qu’un changement territorial dans la constitution d’un État, par voie de succession d’États, implique nécessairement un changement dans la personne du «maître de la monnaie»²³.

La succession d’États en matière monétaire a suscité peu de commentaires de la part des auteurs en droit international. Les seuls à s’être penchés spécifiquement sur ce sujet y voient une application directe du droit des successions où l’État successeur, du fait de son accession à la souveraineté, se trouve immédiatement investi des pouvoirs afférents à sa souveraineté monétaire. Il a la jouissance immédiate de ces pouvoirs nonobstant les conditions dans lesquelles il les exerce.

L’attribution de la souveraineté monétaire complète à l’État successeur a pour corollaire l’extinction des compétences monétaires de l’État prédécesseur et l’extinction du pouvoir libératoire de la monnaie de l’État prédécesseur en date du changement de souveraineté puisqu’un État n’a pas le pouvoir de conférer un pouvoir libératoire à sa monnaie en dehors de son territoire en vertu du principe de la souveraineté territoriale²⁴. Seul le nouvel État possède la capacité de conférer à la monnaie de l’État prédécesseur sur son territoire ce pouvoir libératoire.

21. Affaire du Lotus (France/Turquie) C.P.J.I., 7 septembre 1927, série A, n° 10, pp. 18-19. Dans cette affaire, le gouvernement de Turquie essaya d’imposer à un ressortissant français l’application de ses lois pénales suite à l’abordage d’un bateau turc par un vaisseau français. La Cour permanente de justice internationale devait à cette occasion limiter, en vertu du droit international, l’action territoriale des lois nationales d’un État au seul territoire de cet État, à moins de règle permissive contraire.

22. D. CARREAU, *op. cit.*, note 1, p. 28.

23. B. NOLDE, *loc. cit.*, note 3, 285.

24. G. BURDEAU, *loc. cit.*, note 4, 300.

Il est intéressant de noter au passage que malgré l'importance accordée par certains auteurs²⁵ aux enjeux économiques suite aux changements de souveraineté qui interviennent en cas de succession d'États, la question monétaire est absente des deux conventions relatives à la succession d'États adoptées par les Nations unies, soit la *Convention sur la succession d'États en matière de traités*²⁶ et la *Convention sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État*²⁷. En effet, les commentaires de la Commission de droit international des Nations unies à l'égard de la succession en matière monétaire²⁸ et dont les travaux ont présidé à l'adoption de ces deux conventions n'ont pas été retenus²⁹. Incidemment, à l'égard de cette question, le rapporteur spécial de la Commission mentionnait qu'il «...va de soi que le privilège d'émission, qui est un attribut de la puissance publique, ne peut appartenir qu'au nouveau souverain»³⁰. Bien que l'article proposé à cet effet n'ait pas été retenu dans le texte final de l'une ou l'autre des conventions susdites, il demeure tout de même qu'il s'agissait là d'un énoncé du droit international reconnu en matière monétaire. L'ampleur du travail nécessaire à l'élaboration d'un chapitre particulier à la question de la monnaie et la complexité des questions économiques qui y sont rattachées expliquent l'absence de ce sujet du texte final des deux conventions proposées par la Commission³¹.

L'État prédécesseur du fait de la succession d'États perd donc son privilège d'émission sur le territoire transféré et l'État successeur exerce le sien propre, qu'il tient de sa souveraineté³².

25. B. NOLDE, *loc. cit.*, 287.

26. U.N. Doc. A/Conf. 80/31 amendé par A/ Conf. 80/31 Corr. 2.

27. U.N. Doc. A/Conf. 117/14.

28. Commission de droit international, «Quatrième rapport sur la succession dans les matières autres que les traités», *Annuaire de la Commission du droit international*, 1971, vol. II, 1^{re} partie, U.N. Doc. A/CN.4/247 et Add.1; Commission de droit international, «Cinquième rapport sur la succession dans les matières autres que les traités», *Annuaire de la Commission du droit international*, 1972, vol. II, U.N. Doc. A/CN.4/257; et Commission de droit international, «Sixième rapport sur la succession dans les matières autres que les traités», *Annuaire de la Commission du droit international*, 1973, vol. II, U.N. Doc. A/CN.4/267.

29. G. BURDEAU, *loc. cit.*, note 4, 292.

30. Commission de droit international, «Quatrième rapport sur la succession dans les matières autres que les traités», *op. cit.*, note 28, p. 191.

31. «Le problème de la monnaie en cas de transformations territoriales des États est d'une grande complexité technique, dans laquelle le Rapporteur spécial estime inutile que la Commission de droit international s'enferme.» dans Commission de droit international, «Quatrième rapport sur la succession dans les matières autres que les traités», *op. cit.*, note 28, p. 190.

32. Commission de droit international, «Quatrième rapport sur la succession dans les matières autres que les traités», *op. cit.*, note 28, p. 189.

Certains précédents démontrent toutefois qu'il revient de distinguer la jouissance de ce droit de son exercice virtuel. Ainsi, à titre d'exemple, l'article 3 de la Convention entre les États-Unis d'Amérique et le Danemark au sujet des Antilles danoises prévoit que «...les États-unis maintiendront [...] une concession [...] pour l'établissement d'une banque d'émission dans l'Inde occidentale [...] pour une période de 30 années...», cette disposition illustrant que le Danemark n'a pas exercé son droit exclusif d'émission de monnaie sur son territoire³³. De même, l'article 77 du Traité de paix entre la Grèce et la Turquie et prévoyant la cession de la Smyrne à la Grèce, signé à Sèvres le 10 août 1920³⁴, stipulait le maintien de la monnaie turque sur le nouveau territoire grec pendant une période de cinq ans³⁵. L'État successeur possède donc du fait de sa souveraineté un privilège d'émission dont il dispose discrétionnairement.

L'État a également le choix discrétionnaire de ne pas exercer ses pouvoirs et d'en déléguer l'exercice à un État tiers, bien souvent l'État prédécesseur, qui, lui, possède déjà toutes les infrastructures nécessaires à cette mise en oeuvre: «Il est très fréquent que pour des raisons pratiques, l'ancien souverain continue momentanément d'émettre avec l'accord du nouveau souverain sur le territoire concerné par la succession...»³⁶.

Même si les cas récents de succession d'États ont démontré que l'ancienne monnaie a continué à circuler pendant un certain temps sur le territoire devenu indépendant sur la base d'un accord entre les deux États³⁷, rien, à notre avis, dans le droit international, qu'il s'agisse de conventions ou de la pratique des États, ne restreint l'utilisation par l'État successeur de la monnaie de l'État prédécesseur ni la durée pendant laquelle l'État successeur peut continuer à utiliser la monnaie de l'État prédécesseur. En effet, la succession d'États en matière monétaire, est en droit international public, tributaire des principes généraux régissant la succession d'États. En vertu de ces principes, un État nouvellement indépendant se trouve, du fait de son indépendance, immédiatement investi de façon exclusive sur une partie du globe de toutes les compétences étatiques. Il lui revient donc d'instaurer librement, s'il le désire, une monnaie avec une dénomination et une valeur propres. Toutefois, il n'est pas nécessaire pour ce nouvel État de supprimer immédiatement l'ancienne monnaie afin de la remplacer *ipso facto* par la sienne³⁸. Il peut très bien laisser subsister l'ancienne monnaie sur son territoire qui formera, de par

33. Commission de droit international, «Quatrième rapport sur la succession dans les matières autres que les traités», *op. cit.*, note 28, p. 190.

34. Convention qui n'est jamais entrée en vigueur cependant.

35. Commission de droit international, «Quatrième rapport sur la succession dans les matières autres que les traités», *op. cit.*, note 28, p. 190.

36. G. BURDEAU, *loc. cit.*, note 4, 298.

37. G. BURDEAU, *loc. cit.*, note 4, 300.

38. B. NOLDE, *loc. cit.*, note 3, 286.

l'application des principes en matière de succession d'États, sa monnaie nationale³⁹. Ce scénario a incidemment été envisagé par la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté⁴⁰.

À titre d'exemple de ces énoncés de principes, l'auteur Elias Krispis cite celui de Chypre où la livre chypriote, mise en place par l'Angleterre avant août 1960, date de son indépendance, a eu cours jusqu'à la détermination de la valeur de la nouvelle monnaie chypriote, le 26 juillet 1962, au Fonds monétaire international⁴¹.

Un autre exemple est celui de l'Irlande qui, de 1922 à 1927, n'avait d'autre monnaie ayant cours légal sur son territoire que la livre anglaise. Ce ne fut que progressivement, sur une période de plus de cinquante ans (1922-1977), par un système de compensation et de remplacement de la livre sterling britannique par la livre irlandaise, que le système monétaire irlandais s'est véritablement mis en place, la livre sterling britannique ayant été utilisée par l'Irlande comme seule monnaie ayant cours légal sur son territoire pendant au moins cinq ans, sans que les parties aient, à notre connaissance, d'accord formel concernant cette utilisation.

Ces cas récents de succession d'États et certains autres relevés par le professeur Burdeau⁴² ne constituent, selon elle, que des exemples exceptionnels d'une circulation de monnaie «étrangère» à titre de monnaie nationale sur un territoire nouvellement indépendant qui ne seraient pas représentatifs la règle qui voudrait qu'un État ne puisse plus utiliser indéfiniment la monnaie d'un État tiers sans son consentement⁴³. Ce commentaire du professeur Burdeau, que nous ne pouvons passer sous silence, ne se justifie, quant à nous, que par des raisons économiques, c'est-à-dire que tout État prédécesseur cherche à maintenir un contrôle de sa monnaie à titre d'instrument de politique économique. Le fait que ces cas récents reposent sur l'accord de l'État prédécesseur ne peut représenter, selon nous, l'état du droit international en la matière. Le professeur Burdeau souligne également qu'il n'est pas admissible qu'un État, du fait de sa

39. ...when a part of a State separates and becomes an independent State on its own, the currency of the State of which it has separated continues, usually for some time, to circulate in the new State, but now as its national currency (irrespective of whether it may also be the national currency of the State from which the new State has broken away) dans ELIAS KRISPIS, «Money in Private International Law», (1967) 120 *Recueil des cours* 195, 199.

40. Secrétariat de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, *L'avenir politique et constitutionnel du Québec: L'accession à la souveraineté, les options monétaires d'un Québec souverain*, Québec, Assemblée nationale, 1991.

41. E. KRISPIS, *loc. cit.*, note 39, 199.

42. Elle cite à titre d'exemple le cas du florin des Indes néerlandaises en Indonésie, du franc algérien en Algérie et des diverses monnaies émises par les *currency boards* dans les colonies et territoires sous mandat britannique. Voir G. BURDEAU, *loc. cit.*, note 4, p. 301.

43. G. BURDEAU, *loc. cit.*, note 4, 304.

souveraineté nouvelle, puisse avoir la compétence de gérer une masse monétaire qui n'est pas la sienne et qui se trouve sur son territoire, pas plus qu'il n'est souhaitable pour l'État prédécesseur de n'avoir aucune maîtrise sur cette masse monétaire qui se trouve à l'étranger⁴⁴. Argument de valeur, s'il en est, mais qui n'aborde pas le cas particulier envisagé par le Québec où l'État successeur s'en remettrait à l'État prédécesseur en ce qui a trait à la politique monétaire et qui ne tient pas compte également du fait que le dollar canadien est librement convertible sur les marchés financiers internationaux.

2.3 Restrictions par l'État prédécesseur

Les compétences monétaires de l'État successeur ne peuvent être l'objet de restrictions imposées unilatéralement par l'État prédécesseur⁴⁵. A titre d'exemple, on peut citer le cas des États-Unis qui, par la voie d'un accord commercial en 1946, ont essayé d'interdire aux Philippines, de modifier son taux de change sans l'accord du président des États-Unis. Cet accord a été vivement critiqué par la communauté internationale et même par l'administration américaine comme constituant une atteinte à la souveraineté des Philippines et la disposition exigeant cette approbation préalable a été supprimée en 1957⁴⁶.

Un autre cas de tentative de restriction unilatérale par un État en dehors de son territoire vient de Cuba qui, en 1961, a tenté de rendre nulle toute monnaie en circulation à l'extérieur de son territoire. En effet, le «Foreign Claims Settlement Commission» des États-Unis, dans l'affaire Boyle⁴⁷, a décidé qu'il y avait eu expropriation injuste des avoirs d'un ressortissant américain dans le cas du refus par Cuba d'honorer sa monnaie car ce dernier essayait de se soustraire à une dette constituée de l'avoir monétaire de ce ressortissant⁴⁸. Or, il est un principe reconnu en droit international qu'un État ne peut priver injustement un ressortissant de ses avoirs sans une juste compensation⁴⁹.

44. G. BURDEAU, *loc. cit.*, note 4, 302.

45. G. BURDEAU, *loc. cit.*, note 4, 297.

46. Un autre exemple cité par le Rapporteur spécial de la Commission des Nations unies chargée d'étudier le droit en matière de succession d'États est le cas de l'Indonésie où les Pays-Bas demandaient que l'Indonésie soumette toute nouvelle création de monnaie à son approbation tant et aussi longtemps que l'Indonésie demeurerait sa débitrice. Cette pratique issue de la période de la décolonisation est tombée depuis en désuétude.

47. In re Boyle, [1968] *Annual Reports of the Commission*, p. 81.

48. Cité dans F.A. Mann, *The Legal Aspect of Money*, Fourth Edition, Oxford, Clarendon Press, 1982, p. 474.

49. Barcelona Traction Light and Power Company, *C.I.J. Rec.* 1970, p. 3.

En somme, la notion de souveraineté territoriale prohibe à un État d'interdire l'utilisation par un autre État de sa monnaie. Il faut dire cependant que dans une telle situation et à défaut d'entente entre les deux États, l'État successeur demeure complètement assujéti à l'État prédécesseur à l'égard de la politique monétaire de l'État prédécesseur.

2.4 Conclusion

L'accord du Canada à l'utilisation par un Québec souverain de la monnaie canadienne n'est pas requis, selon nous, par une règle impérative et reconnue en droit international. Considérant cette réponse, un examen de la sous-question 1.1 n'est pas nécessaire.

3. Question n° 2 : *Quelles sont les conditions d'admissibilité au Fonds monétaire international d'un État utilisant la monnaie d'un autre État?*

Qu'un État utilise ou non la monnaie d'un autre État, certains critères généraux d'admissibilité doivent être respectés. Nous examinerons d'abord ces critères pour ensuite nous pencher sur l'incidence de l'utilisation par l'État requérant de la monnaie d'un autre État.

3.1 Le Fonds et ses statuts

Le Fonds monétaire international (le «Fonds») a été constitué le 22 juillet 1944, ses statuts (les «Statuts») étant entrés en vigueur le 27 décembre 1945⁵⁰, et a pour but, principalement, de promouvoir la coopération monétaire internationale, faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international, promouvoir la stabilité des changes, aider à établir un système multilatéral de règlement des transactions courantes entre les États membres et à éliminer les restrictions de change qui entravent le développement du commerce mondial. Enfin, le Fonds met temporairement à la disposition des États membres les ressources générales du Fonds en contrepartie de garanties, afin de corriger ou abrégier la durée ou réduire l'ampleur des déséquilibres de leurs balances de paiements⁵¹.

50. Ces statuts furent adoptés à la Conférence monétaire et financière des Nations unies à Bretton Woods (New Hampshire) le 22 juillet 1944 et amendés le 31 mai 1968 et le 30 avril 1976.

51. Article I des Statuts du Fonds monétaire international dans Fonds monétaire international, *Statuts du Fonds monétaire international*, Washington D.C., Fonds monétaire international, 1984.

3.2 Les critères d'admissibilité

Pour devenir membre du Fonds les critères suivants doivent être respectés. Le requérant a) doit être un pays⁵²; b) avoir le contrôle de ses relations extérieures⁵³ et, c) finalement, accepter les conditions d'adhésion posées par le Fonds et avoir la capacité d'honorer les obligations contenues dans les Statuts du Fonds⁵⁴.

3.2.1 Un pays contrôlant ses relations extérieures

Le fait que le Canada soit membre du Fonds depuis sa création n'en rendrait pas le Québec automatiquement membre, en cas d'indépendance. Le Québec devrait donc déposer une demande formelle conforme aux exigences des Statuts⁵⁵. L'exigence à l'effet que le requérant doive constituer un pays en contrôle de ses relations extérieures ne poserait pas de difficulté considérant notre hypothèse suivant laquelle le Québec aurait accédé à la souveraineté en toute conformité avec le droit international.

3.2.2 Les conditions du Fonds et la capacité de remplir les obligations découlant des Statuts du Fonds

Chaque membre a l'obligation, lors de son adhésion, d'indiquer qu'il accepte les conditions spécifiques qui lui sont exigées par le Fonds (notamment en matière de quote-part) ainsi que les Statuts du Fonds qui, incidemment, doivent se refléter dans son droit interne, et qu'il a pris toutes les procédures nécessaires afin de remplir les obligations découlant de ces Statuts⁵⁶. Ces obligations se retrouvent dans l'ensemble des dispositions des Statuts qui élaborent les différents mécanismes de promotion des buts du Fonds applicables à tous les États membres. Les Statuts contiennent toutefois deux articles (articles IV et VIII) plus spécifiques quant aux obligations des États membres, ces articles n'étant toutefois pas le reflet exhaustif des engagements auxquels ces États membres sont tenus.

. Obligations concernant le régime de change (article IV)

Tout État membre doit, aux termes de l'article IV des Statuts, s'efforcer d'orienter sa politique économique et financière afin d'encourager une croissance économique ordonnée dans une stabilité raisonnable des prix; chercher à promouvoir la stabilité en favorisant des conditions de

52. *Id.*, section 2 de l'article II.

53. *Id.*, section 2 (g) de l'article XXXI; ce critère découle de cette section.

54. *Id.*, section 2 de l'article II et section 2(a) de l'article XXXI.

55. *Id.*, section 2 de l'article II.

56. *Id.*, section 2 de l'article XXXI et section 2 de l'article II.

base économiques et financières ordonnées et un système monétaire qui ne soit pas source de perturbations; éviter de manipuler les taux de change ou le système monétaire international afin d'empêcher l'ajustement effectif des balances des paiements ou de s'assurer des avantages compétitifs inévitables vis-à-vis d'autres États membres; et finalement de poursuivre des politiques de change compatibles avec les engagements ci-haut décrits⁵⁷.

. Obligations générales des États membres (article VIII)

Tout État membre ne doit pas imposer de restrictions sur les paiements et transferts afférents à des transactions internationales courantes⁵⁸ et ne pas avoir recours à des pratiques monétaires discriminatoires⁵⁹.

De plus, les États membres du Fonds se doivent de respecter la libre convertibilité de leur monnaie, c'est-à-dire fournir leur monnaie en échange de toute offre au montant équivalent en monnaie étrangère⁶⁰. Cependant, en cas de difficulté de respect de cette obligation, il existe une clause de sauvegarde qui permet à l'État membre de suspendre la libre convertibilité de sa monnaie afin de rétablir sa situation économique. Il faut cependant préciser qu'il ne doit s'agir que d'une mesure temporaire soumise à l'approbation du Fonds et que l'État doit tout faire afin de rétablir cette situation et retourner à la convertibilité de sa monnaie⁶¹.

Tout État membre doit également communiquer au Fonds tous les renseignements exigés par ce dernier pour la conduite de ses opérations, y compris les données nationales sur à peu près tous les aspects économiques, financiers et monétaires du pays⁶².

57. *Id.*, article IV.

58. *Id.*, section 2 de l'article VIII.

59. *Id.*, section 3 de l'article VIII.

60. *Id.*, section 4 de l'article VIII.

61. *Id.*, article XIV; NGUYEN Quoc Dinh, Patrick DAILLIER et Alain PELLET, *Droit international public*, 3e édition, Paris, L.G.D.J., p. 916.

62. *Statuts du Fonds monétaire international*, précité, note 51, section 5 de l'article VIII.

. Quotes-parts et souscriptions

Le nouvel État devra souscrire à la quote-part qui lui sera assignée par le Fonds⁶³, révisable à tous les cinq ans⁶⁴, dans le capital général du Fonds apporté par les États membres⁶⁵. La quote-part d'un État tient compte généralement du produit national brut du pays, de l'évaluation de ses réserves en dollars U.S. et en or, du volume de ses importations et de la variation de ses exportations⁶⁶. Cette quote-part détermine en fait la base sur laquelle les droits et obligations de l'État membre envers le Fonds sont déterminés. La quote-part d'un État membre détermine, par exemple, le montant de sa souscription, ses droits de vote et le montant de l'assistance financière pouvant être obtenue du Fonds. A titre d'exemple, la quote-part du Canada lors de son adhésion au Fonds, en 1945, fut fixée à 300 millions de dollars U.S.⁶⁷. Normalement, la quote-part accordée à l'État par le Fonds devra être payée, entre autres, partiellement en devise nationale du membre⁶⁸ et partiellement par d'autres mécanismes financiers.

3.3 Non-nécessité d'une monnaie domestique

On constate, dans la pratique, que l'existence d'une monnaie domestique n'est pas un élément essentiel à l'adhésion au Fonds. A cet égard, examinons l'hypothèse de l'utilisation par le nouvel État de la monnaie d'un autre État membre du Fonds, cette hypothèse étant celle envisagée par le Québec, à défaut de création de sa monnaie domestique.

Des précédents que nous avons relevés, les cas du Botswana, du Lesotho et du Swaziland, qui reconnaissent le rand Sud-Africain comme monnaie nationale, nous indiquent que le Fonds a déjà admis des États dans lesquels la monnaie d'un autre État membre était en circulation sans que le nouvel État requérant n'ait le contrôle sur cette autre monnaie⁶⁹.

63. *Id.*, section 1 de l'article III.

64. *Id.*, section 2 de l'article III.

65. «Chaque quote-part constituant la contribution propre de chaque membre au capital du Fonds, les ressources du Fonds équivalent au total des quotas de tous les membres.» dans Dominique CARREAU, *Le fonds monétaire international*, Paris, Colin, 1970, p. 41.

66. Joseph GOLD, *Membership and Nonmembership in the International Monetary Fund*, Washington D.C., International Monetary Fund, 1974, p. 171.

67. Voir Annexe A aux *Statuts du Fonds monétaire international*, précité.

68. J. GOLD, *op. cit.*, note 66, p. 179.

69. *Id.*, pp. 97 et ss.

Le Fonds a, en effet, considéré que la demande du Botswana ne créait pas de difficultés quant à sa capacité d'honorer les obligations découlant des Statuts du Fonds puisque l'Afrique du Sud rencontrait déjà les critères d'admissibilité du Fonds. Le Fonds a toutefois suggéré au Botswana d'obtenir une assurance de l'Afrique du Sud à l'effet que le Botswana pourrait, sans restriction ni limitation, utiliser le rand aux fins de remplir ses obligations à l'égard du Fonds et que le Fonds ne serait pas restreint dans son utilisation des rands reçus du Botswana. L'Afrique du Sud donna cette assurance malgré qu'elle ne fut pas nécessaire selon la section 6 de l'article IX des Statuts⁷⁰. Ce précédent fut également appliqué pour les cas du Lésoto et du Swaziland qui, eux aussi, utilisent le rand sud africain sans contrôle sur cette monnaie.

Sans union monétaire entre le Canada et le Québec ou autre coopération de la part du Canada et si le Fonds demandait le type d'assurance requis dans les cas que nous venons de mentionner, il faut tout de même dire qu'il existe sûrement un certain nombre d'éléments que le Québec pourrait soulever aux fins de se différencier de ces trois cas, tels la force de son économie, le volume important de ses échanges commerciaux avec le Canada et les relations étroites avec le système financier du Canada, sans compter que la requête du Fonds, dans les trois cas soulevés, n'était qu'une suggestion qui, selon sir Joseph Gold, conseiller principal auprès du Fonds, n'était pas requise par les Statuts.

Par ailleurs, le cas d'une union monétaire aux termes de laquelle le Québec participerait à la Banque du Canada fait aussi l'objet de précédents comparables dans la politique d'adhésion du Fonds. En effet, les cas de la Syrie et du Liban, celui de la Fédération de Malaisie, celui de la Tanzanie ainsi que celui de la Zone Franc (Franc CFA) sont tous des précédents où une même monnaie est ou fut utilisée dans deux ou plusieurs États se partageant le contrôle d'une banque centrale émettrice ou d'un organisme similaire. Dans chacun de ces cas, les États impliqués requérants se sont vus accorder leur admission au Fonds⁷¹.

L'exemple très récent de l'accession de la Russie et de ses anciennes Républiques au Fonds vient confirmer cette politique d'adhésion du Fonds. Il semble, en effet, que le Fonds aurait permis la création d'une *zone rouble* par un accord entre les Républiques nouvellement issues de l'ancienne U.R.S.S., à condition toutefois que les États concernés s'entendent sur, entre autres, une unification du taux de change et un contrôle de crédit visant la stabilisation de l'économie soviétique et des Républiques⁷².

De plus, malgré l'exigence établie par la section 1 de l'article V des Statuts qui prévoit qu'un État membre ne traite avec le Fonds que par l'intermédiaire de sa banque centrale, l'inexistence d'une telle banque centrale, n'a pas empêché le Fonds d'estimer que l'actif que possèdent les

70. *Id.*, p. 99.

71. *Id.*, pp. 105 et ss.

72. Françoise LAZARE, «Le FMI fixe des conditions pour la mise en oeuvre du fonds de stabilisation du rouble», *Le Devoir*, lundi 27 avril 1992, p. 9 (tiré d'un article paru dans le journal *Le Monde*).

banques situées dans le nouveau territoire puisse être considéré comme réserves. Ainsi à titre d'exemple, dans les cas du Botswana, du Libéria et du Panama, le Fonds a considéré une institution privée comme banque centrale du pays détenant la réserve de l'État lors de la demande d'adhésion de ce pays au Fonds⁷³. Aussi, dans l'éventualité où le Québec ne posséderait pas de banque centrale lors de sa demande d'adhésion, une banque privée pourrait se voir attribuer ce rôle.

3.4 La procédure

Finalement, pour ce qui est de la procédure proprement dite d'adhésion au Fonds, qu'il s'agisse d'un État utilisant la monnaie d'un autre État ou non, la pratique du Fonds est la même. Une demande d'adhésion doit être présentée accompagnée d'un «*memorandum of law*» établissant la pratique de l'État face à ses ententes internationales, à la suite de quoi des discussions et vérifications sont entreprises par le Fonds⁷⁴.

La résolution du Fonds acceptant l'adhésion du nouvel État énoncera de façon claire la quote-part de ce membre, le pourcentage de la souscription à être payé en or, en devises fortes ou par DTS, la date du paiement, la période durant laquelle l'État devra établir, conjointement avec le Fonds, la valeur initiale de son unité monétaire, la date où l'État pourra, pour la première fois, faire des transactions d'échanges avec le Fonds⁷⁵.

Pour sa part, l'État requérant devra assurer le Fonds, par le dépôt d'un instrument d'acceptation, qu'il souscrira à toutes ses obligations en vertu des Statuts et qu'il prendra toutes les mesures internes appropriées quant à l'exécution de ses obligations sur son territoire. Le Fonds n'acceptera aucun instrument d'acceptation qui contiendrait une réserve ou une clause interprétative quant à ses Statuts. Une telle disposition reviendrait à priver le Fonds de l'exclusivité et de son autorité en matière d'interprétation de ses Statuts⁷⁶.

Il faut mentionner que l'État voulant adhérer au Fonds peut demander une aide technique afin de s'assurer de son éligibilité et avoir une connaissance de toutes les technicalités relatives à sa demande d'adhésion⁷⁷.

73. J. GOLD, *op.cit.*, note 66, pp. 93,94 (cas du Libéria et du Panama) et p. 99 (Botswana).

74. *Id.*, pp. 24 et ss.; Hans AUFRICHT, *The International Monetary Fund, Legal Bases, Structure, Functions*, London, Stevens & Sons, 1964, p. 11.

75. J. GOLD, *op. cit.*, note 66, pp. 487 et ss.

76. *Id.*, pp. 33-34.

77. *Id.*, p. 27.

4. Question n° 3 : Qu'il y ait ou non entente formelle entre un Québec souverain et le Canada permettant l'utilisation de la monnaie canadienne sur le territoire du Québec, quelle(s) entente(s) de nature technique serai(en)t requise(s), s'il y a lieu, afin d'assurer l'approvisionnement en numéraire des institutions financières du Québec?

En cas d'accession du Québec à la souveraineté, les ententes techniques à intervenir entre un Québec souverain et le Canada, relativement à l'approvisionnement en dollars canadiens des institutions financières situées au Québec, de même que celles relatives au maintien, sous une forme ou sous une autre, des mécanismes de règlement et de compensation pourraient varier grandement dans la mesure où la souveraineté du Québec serait accompagnée ou non d'une union monétaire formelle avec le Canada.

De plus, tant au plan juridique que financier, on ne peut limiter l'analyse de l'utilisation de la monnaie canadienne par un Québec souverain à la seule question d'approvisionnement en numéraire des établissements financiers faisant affaires sur le territoire québécois. En effet, puisque la monnaie est intimement liée et intégrée au système financier et économique d'un État, son utilisation par un autre État à la fois comme unité de compte et unité de paiement ne peut donc se résumer qu'à la simple question de l'approvisionnement en numéraire par l'État émetteur à l'État «utilisateur».

En effet, l'utilisation du dollar canadien par un Québec souverain, impliquerait, dans le cadre d'une union monétaire formelle, tant pour le Québec que pour le Canada, l'adoption de nouvelles mesures législatives afin de maintenir et de préserver le mieux possible l'intégrité du système financier actuel. En cas d'absence d'union monétaire formelle avec le Canada, il serait alors nécessaire pour un Québec souverain d'adopter de nouvelles dispositions législatives créant, sur la base du système financier existant, un nouveau cadre juridique tout en maintenant l'utilisation du dollar canadien sur le territoire québécois.

Ainsi, on peut penser, en plus de l'approvisionnement en numéraire d'établissements financiers au Québec, aux questions suivantes:

- la réglementation des banques et autres établissements financiers de juridiction fédérale faisant affaires au Québec, tel les compagnies d'assurance et les compagnies de fiducies;
- le maintien d'un système d'assurance dépôt;
- la réglementation des mécanismes de règlement et de compensation incluant l'Association canadienne des paiements;
- les pouvoirs et fonctions de la Banque du Canada;
- la réglementation des caisses de retraite sous juridiction fédérale; et

- le maintien sous une forme ou une autre de certaines lois fédérales affectant de manière générale le système financier et les institutions financières (voir Annexe 1).

Dans cette perspective, nous aborderons successivement les questions relatives à l'approvisionnement en numéraire des établissements financiers situés sur le territoire québécois, puis les questions relatives au maintien du système financier actuellement en place au Québec et au Canada et enfin, celles relatives aux mécanismes de règlement et de compensation sur le territoire d'un Québec souverain.

4.1 L'approvisionnement en numéraire

En vertu de l'article 25 de la *Loi sur la Banque du Canada*⁷⁸, la Banque du Canada est la seule habilitée à émettre au Canada des billets destinés à circuler et ayant cours légal. De plus, en vertu du même article, il incombe à la Banque du Canada de prendre les mesures indiquées pour l'émission en quantité suffisante de billets devant circuler sur le territoire canadien. Toutefois, le rôle de la Banque du Canada à cet égard est, d'une certaine manière, complété par celui des banques et des autres établissements financiers acceptant des dépôts au Canada.

En effet, dans les échanges financiers et commerciaux quotidiens, les principaux lieux d'approvisionnement en billets de banque sont évidemment les succursales bancaires, celles des caisses populaires et autres établissements financiers qui recueillent les dépôts. De façon concrète, la circulation du numéraire et son approvisionnement pour les usagers au Canada s'effectuent de deux façons: soit par la livraison de ce numéraire par la Banque du Canada aux banques et aux autres établissements financiers ayant un compte à la Banque du Canada ou par le recyclage de ces mêmes billets de banque lors de leur dépôt et de leur retrait par les clients de ces établissements financiers. De plus, les billets de banque usés ou mutilés sont remis par ces mêmes établissements financiers à la Banque du Canada pour qu'ils soient retirés de la circulation.

Ainsi, à chaque jour, la Banque du Canada livre à des institutions financières au Canada et au Québec un certain volume de numéraire et celles-ci retournent à la Banque du Canada des billets de banque soit parce qu'ils sont mutilés ou usés, ou parce que celles-ci détiennent un surplus de liquidité qu'elles tiennent à déposer dans leur compte auprès de la Banque du Canada. L'approvisionnement en numéraire découle donc directement des ententes mises en place entre la Banque du Canada et les établissements financiers détenant un compte auprès de cette dernière.

Mentionnons toutefois que le numéraire n'est pas au Canada ni au Québec le seul mécanisme de paiement aux fins de l'acquisition de biens et services ou aux fins de paiement de dettes ou autres obligations monétaires. En effet, les billets de banque en circulation au Canada ne représentent qu'une partie de l'ensemble de la masse monétaire, qui est également composée,

78. L.R.C. (1985), c. B-2.

entre autres, de dépôts à vue ainsi que de dépôts à terme (voir Annexe 2, agrégats monétaires M1, M2 et M3). Ainsi, le numéraire ne représente qu'une partie toute relative de l'ensemble de la masse monétaire au Canada. Les dépôts à vue constituent en effet une forme de monnaie disponible aux fins de paiement par l'intermédiaire de chèques, cartes de crédit, cartes de paiement ou de transfert électronique de fonds qui constituent aujourd'hui une partie importante des mécanismes de paiement au Canada et au Québec (voir à cet effet l'Annexe 3).

En ce sens, l'approvisionnement en dollars canadiens des établissements financiers situés sur le territoire d'un Québec devenu souverain, dans le but de permettre l'achat de biens et services, n'est qu'une composante d'une question beaucoup plus complexe, soit celle des mécanismes de paiement (chèques, cartes de crédit, cartes de paiement, transferts électroniques de fonds), qui sont eux-mêmes directement liés au système financier actuellement en place au Canada et au Québec.

Dans l'hypothèse d'une union monétaire avec le Canada, l'approvisionnement en numéraire des établissements financiers situés sur le territoire du Québec nécessiterait de la part du Canada certains amendements à la *Loi sur la Banque du Canada* afin de permettre à cette dernière d'émettre tant sur les territoires canadien que québécois des billets ayant cours légal sur les deux territoires. De plus, le Canada devrait s'engager envers le Québec à ne pas introduire de mesures visant à empêcher la libre circulation du dollar canadien vers le territoire québécois, ni à interdire aux institutions financières sous sa juridiction de faire librement affaires au Québec.

De même, cette union monétaire nécessiterait au Québec l'adoption de dispositions législatives ayant pour but de reconnaître la Banque du Canada comme la seule institution ayant autorité pour émettre des billets en circulation ayant cours légal sur le territoire québécois. Quant aux mécanismes d'approvisionnement dans le cadre d'une union monétaire formelle, des ententes techniques permettraient de conserver le système actuel, c'est-à-dire que la Banque du Canada continuerait de desservir les établissements financiers (même québécois) maintenant un compte auprès de cette dernière.

Qu'en serait-il cependant, en l'absence d'une union monétaire entre le Canada et un Québec souverain? Ici, deux hypothèses peuvent être envisagées. D'abord, il est possible que le Canada accepte *de facto* l'utilisation par le Québec de sa devise et permette ainsi à la Banque du Canada de maintenir ses livraisons en numéraire aux établissements financiers situés sur le territoire québécois, aux succursales de banques canadiennes, par exemple.

Par ailleurs, le Canada pourrait-il interdire à la Banque du Canada d'approvisionner en numéraire les établissements financiers situés au Québec? La seule interdiction par les autorités canadiennes à la Banque du Canada de livrer physiquement et directement des billets de banque à des établissements financiers situés dans la province de Québec ne serait pas, à notre avis, suffisante pour empêcher la circulation de numéraire canadien sur le territoire québécois. En effet, il suffirait, par exemple, pour une banque canadienne de requérir à Toronto la livraison par la Banque du Canada d'un certain volume de billets de banque et que cette banque livre par

après directement à ses succursales situées sur le territoire québécois ces mêmes billets pour contourner l'interdiction dont serait frappée la Banque du Canada. Ainsi les succursales québécoises d'établissements financiers canadiens pourraient sans peine remettre à leurs déposants qui en feraient la demande des billets lors de retraits de dépôt.

Pour effectivement décourager un Québec souverain d'utiliser la monnaie canadienne à titre d'unité de compte et d'unité de paiement, on peut penser que le Canada serait tenté de mettre en place un cadre législatif et réglementaire visant à établir un contrôle des changes et de transferts de capitaux vers le Québec. Cependant, selon nous, la mise en place d'un tel cadre législatif et réglementaire serait encore une fois insuffisant pour limiter, de manière efficace, la circulation de dollars canadiens sur le territoire québécois. En effet, puisque la devise canadienne circule librement à l'échelle internationale, il sera alors possible d'obtenir l'approvisionnement en numéraire de dollars canadiens par l'intermédiaire d'autres territoires que le territoire canadien (les États-Unis, par exemple). Ainsi, il suffirait pour une institution financière canadienne ayant des succursales sur le territoire québécois de livrer physiquement à un de ses établissements situé sur le territoire des États-Unis, par exemple, un volume de numéraire qui serait par après livré par cette succursale située sur le territoire américain vers le territoire québécois⁷⁹.

Sur un plan économique, afin de limiter de manière efficace la circulation de dollars canadiens sur le territoire québécois et l'approvisionnement en numéraire des établissements financiers situés sur ce même territoire, il serait alors nécessaire pour le Canada de mettre en place un vigoureux contrôle des changes et des capitaux à l'échelle nationale⁸⁰. On peut se demander s'il serait avantageux pour le Canada d'imposer un tel contrôle des changes et de transfert des capitaux uniquement dans le but d'empêcher l'approvisionnement et la circulation de dollars canadiens sur le territoire québécois⁸¹.

De plus, un tel contrôle des changes et de transfert de capitaux ne pourrait être mis en place par le Canada sans l'autorisation préalable du Fonds monétaire international⁸².

Enfin, il serait également possible pour le Canada d'interdire aux banques et autres établissements financiers sous sa juridiction de livrer à partir du territoire canadien des billets

79. David E.W. LAIDLER et William B.P. ROBSON, *Two Nations, One Money: Canada's Monetary System following a Quebec Secession*, dans John McCallum (Ed.), «The Canada Round: A Series on the Economics of the Breakup of Confederation N° 3», Toronto, C.D. Howe Institute, 1991, 27 et ss.

80. *Id.*

81. *Id.*

82. Voir supra, p. 16.

de banque vers le territoire québécois⁸³. Toutefois, une telle interdiction rendrait la position de ces établissements financiers au Québec fort difficile puisque, sur un plan juridique, ces établissements financiers sont débiteurs de tous leurs déposants. Ainsi, dans la mesure où le Québec déclarerait le dollar canadien comme étant la seule unité de compte et de paiement sur son territoire, les dépôts auprès des banques et autres établissements financiers, constitueraient une dette de ces derniers envers leurs déposants, qui devraient être remboursés dans la même devise que le dépôt original. En conséquence, compte tenu de l'absence de numéraire, ces établissements financiers seraient dans une situation difficile envers leurs déposants. Dans cette hypothèse, on pourrait penser à l'adoption par le Québec de mesures législatives correspondantes obligeant les institutions financières sur son territoire à rembourser en dollar canadien tous dépôts fait en cette devise et obligeant ces dernières à conserver physiquement au Québec la masse de billets de banque qu'elles possèdent et de ne pas les retourner à la Banque du Canada. Toutefois, tant pour le Canada que pour le Québec, l'adoption de telles mesures aurait sûrement un impact négatif sur le système financier qui ne serait à l'avantage de personne, tout en causant à la population et aux établissements financiers canadiens et québécois un tort tout à fait injustifié.

En conclusion, en cas d'union monétaire avec le Canada, l'approvisionnement en numéraire des établissements financiers situés sur le territoire québécois ne devrait pas poser de problème particulier et les ententes entre le Québec et le Canada à cet égard, de même qu'entre la Banque du Canada et ces mêmes établissements financiers ne ferait en définitive que refléter la réalité de la pratique actuellement en place. En l'absence d'union monétaire, seule la mise en vigueur par le Canada d'un vigoureux contrôle des changes et de transfert des capitaux aurait pour effet d'empêcher un approvisionnement adéquat en numéraire des établissements financiers sur le territoire québécois. En ce dernier cas, les autorisations nécessaires du Fonds monétaire international devraient être obtenues et un tel scénario nécessiterait également l'acceptation pour le Canada des conséquences économiques et financières qu'il s'imposerait à lui-même par un tel geste.

4.2 Le système financier

Si l'on tient compte du rôle joué par la Banque du Canada et par les établissements financiers dans le cadre de la circulation de la monnaie, que ce soit sous forme de numéraire, de dépôts ou d'autres instruments de paiement, tel que les chèques, cartes de crédit, cartes de débit et transferts électroniques de fonds, toute entente entre le Canada et le Québec à l'égard de la circulation de la monnaie devra donc obligatoirement traiter des questions reliées aux pouvoirs et aux fonctions des institutions financières de juridiction fédérale faisant affaires sur le territoire québécois.

En effet, dans le cadre d'une union monétaire, en plus des questions relatives à la politique monétaire et à la politique du crédit qui ne sont pas visées par la présente étude, il serait néces-

83. D. LAIDLER, *loc. cit.*, note 79, 29-30.

saire pour les parties en cause, de s'entendre sur l'ensemble des questions liées à la réglementation des institutions financières faisant affaires sur les territoires du Canada et du Québec.

Ainsi, au sein d'une union monétaire, tout le cadre juridique applicable au système financier ainsi qu'aux banques et aux autres institutions financières sous juridiction fédérale devrait être revu entre le Canada et un Québec souverain afin de maintenir l'intégrité, sous une forme ou sous une autre, du système actuellement en vigueur. Ces ententes nécessiteraient de part et d'autre soit l'adoption de nouvelles lois (par exemple, l'adoption par le Québec d'une loi sur les banques, d'une loi sur les lettres de change), soit l'adoption d'amendements aux lois existantes (par exemple, l'adoption par le Canada d'amendements à la *Loi sur les banques*, à la *Loi sur la Banque du Canada*, à la *Loi sur la monnaie*, à la *Loi sur l'Association canadienne des paiements*) afin de permettre la poursuite des activités de ces établissements financiers sur les deux territoires sans risque de législation contradictoire⁸⁴.

En l'absence d'union monétaire, un Québec souverain devrait rapidement mettre en place sa propre réglementation applicable aux établissements financiers faisant affaires sur son territoire, de même qu'adopter les textes législatifs nécessaires au maintien du système financier actuel.

Dans cette hypothèse, la coupure avec le système financier canadien entraînerait également la mise en place au Québec de nouvelles structures qui viendraient remplacer celles actuellement en vigueur au Canada, telles l'assurance-dépôt et l'Association canadienne des paiements. De plus, une autre institution publique au Québec devrait prendre la relève de la Banque du Canada, à titre de banquier de dernier recours, et tous les mécanismes de réserve imposés en vertu de la *Loi sur les banques* en regard des dépôts en dollars canadiens maintenus dans la province de Québec auprès de ces mêmes banques devraient être revus compte tenu de l'absence d'une entente sur le contrôle des institutions bancaires et autres établissements financiers canadiens faisant affaires au Québec.

4.3 Le système de règlement et de compensation

L'accession à la souveraineté par le Québec aurait aussi pour conséquence d'affecter le système canadien de règlement et de compensation actuellement régi par la *Loi sur l'Association canadienne des paiements*⁸⁵.

84. A l'égard de la question de la reconnaissance mutuelle des établissements financiers et du cadre législatif qui leur serait applicable, voir l'étude de Desjardins, Ducharme, *La souveraineté du Québec et les institutions financières, le cadre juridique du fonctionnement des institutions financières et de certains autres intervenants sur les marchés des capitaux: la situation actuelle et les ajustements requis advenant l'accession du Québec à la souveraineté*, soumise à la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté en mars 1992.

85. L.R.C., (1985), c. C-21.

L'Association canadienne des paiements a pour but d'établir et de mettre en oeuvre un système national de compensation et de règlements et de planifier le développement du système national de paiement⁸⁶. Sont membres de l'Association en vertu de l'article 4 de la *Loi sur l'Association canadienne des paiements*, la Banque du Canada, les banques (incluant les banques d'épargne du Québec) et toute autre personne qui a droit d'être membre en vertu de cette loi et qui établit sa qualité⁸⁷ au moment où elle présente sa demande d'adhésion à l'Association. Actuellement, l'Association est composée de 151 membres et les activités de règlements et de compensation de l'Association représentent un volume monétaire fort élevé (voir Annexe 3).

Tel que le mentionne l'article 5 de la *Loi sur l'Association canadienne des paiements*, le but de l'Association est de permettre à tous les établissements financiers membres de l'Association de régler et de compenser entre eux les sommes qu'ils se doivent mutuellement, suite au paiement des chèques et autres instruments négociables qui sont tirés sur eux au Canada.

Toute union monétaire avec le Canada devrait comprendre des dispositions relatives au système de règlement et de compensation. Dans la mesure où les deux parties désirent le maintien du système actuellement mis en place par l'Association canadienne des paiements, il serait nécessaire de la part du Canada d'adopter des amendements à la *Loi sur l'Association canadienne des paiements* et, pour le Québec, d'adopter une loi permettant aux établissements financiers situés dans la province de Québec d'être membres et d'être parties au système de paiement canadien qui ferait office, sur le territoire québécois, de système de règlement et de paiement.

En l'absence d'union monétaire, un Québec souverain devrait adopter et mettre en place un système québécois de règlement et de compensation qui viendrait remplacer le système actuel. A cet égard, on reconnaît que les coûts associés à un tel changement de système de règlement et de compensation pourraient être élevés⁸⁸.

De plus, il serait aussi nécessaire de prévoir des ententes entre le système québécois de règlement et de compensation et l'Association canadienne des paiements afin de permettre le règlement et la compensation d'effets négociables tirés au Québec et payables au Canada ainsi que pour ceux tirés au Canada et payables au Québec.

86. *Loi sur l'Association canadienne des paiements*, L.R.C. (1985), c. C-21, article 5.

87. Une centrale, une société de fiducie, une société de prêt, ou tout autre personne, sauf une société coopérative de crédit locale qui est membre d'une centrale; une fédération dont l'une des centrales est membre; et Sa Majesté du chef d'une province, en autant que ces institutions, à l'exception de Sa Majesté, satisfassent aux exigences de l'article 30 et des règlements administratifs de la *Loi sur l'Association canadienne des paiements*, L.R.C. (1985), c. C-21, article 4.

88. D. LAIDLER et W. ROBSON, *loc. cit.*, note 79, 29.

4.4 Conclusion

Dans l'hypothèse de l'accession du Québec à la souveraineté, les ententes entre un Québec souverain et le Canada en regard de l'approvisionnement en numéraire sur le territoire québécois ne poserait pas de difficultés particulières dans la mesure où le Canada accepterait l'utilisation par le Québec du dollar canadien à titre d'unité de compte et d'unité de paiement, que cette reconnaissance soit effectuée dans le cadre d'une union monétaire ou non.

Toutefois, dans l'éventualité où le Canada tenterait de limiter ou d'interdire l'utilisation par le Québec du dollar canadien à titre d'unité de compte et de paiement, on reconnaît que la mise en place par le Canada d'un vigoureux contrôle des changes et des capitaux à l'échelle nationale serait une mesure possible à cet égard quoique coûteuse pour le Canada⁸⁹.

De plus, si on tient compte que les dollars canadiens en circulation sous forme numéraire ne constituent qu'une portion des mécanismes de paiement et de règlement dans l'achat de biens et services au Canada et au Québec, la nature des ententes à être conclues entre le Canada et le Québec dans le cadre de l'utilisation du dollar canadien, en plus des questions relatives à la politique monétaire et au crédit, devrait également porter sur le contrôle et la juridiction exercés sur les établissements financiers canadiens faisant affaires au Québec, et inversement sur les établissements québécois faisant affaires au Canada. Enfin, en fonction de la position adoptée par le Canada, il faudrait voir à la mise en place d'un nouveau système de règlements et de compensation au Québec qui devrait s'harmoniser avec le système actuellement en place au Canada, ou le maintien du système actuellement en place au Canada qui continuerait son existence dans un Québec souverain.

89. D. LAIDLER dans le *Journal des débats*, Commission parlementaire spéciale, Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, le jeudi 6 février 1992, N° 26, Assemblée nationale, première session, trente-quatrième législature, CEAS-794.

RÉSUMÉ

1. Advenant son accession à la souveraineté, le Québec pourrait-il, sans entente préalable avec le Canada, utiliser légalement le dollar canadien comme monnaie ayant un effet libératoire sur son territoire?

En droit international public, le principe de la succession d'États en matière monétaire est tributaire des principes généraux régissant la succession d'États. En vertu de ces principes, le Québec, du fait de l'indépendance souveraine et exclusive de l'État sur son territoire, serait immédiatement investi de toutes les compétences étatiques y compris la souveraineté monétaire. Il lui appartiendrait donc de choisir librement sa propre monnaie et le système monétaire dans lequel celle-ci s'inscrirait. Le Québec ne serait toutefois pas obligé par une quelconque règle de droit international de supprimer immédiatement l'ancienne monnaie (le dollar canadien) afin de la remplacer par la sienne. Il pourrait très bien laisser subsister le dollar canadien sur son territoire et celui-ci formerait, de par l'application des principes de droit international en matière de succession d'États, sa monnaie nationale.

En effet, à notre avis, rien dans le droit international ne restreint l'utilisation par l'État successeur de la monnaie de l'État prédécesseur, même si certains cas récents de succession d'États n'ont démontré qu'une circulation temporaire de l'ancienne monnaie sur le territoire devenu indépendant.

2. Quelles sont les conditions d'admissibilité au Fonds monétaire international d'un État utilisant la monnaie d'un autre État?

L'utilisation par un nouvel État de la monnaie d'un autre État ne change pas les conditions générales d'admissibilité au Fonds. Le fait que le Canada soit membre du Fonds depuis sa création, en 1945, n'en rendrait pas automatiquement le Québec membre, en cas d'indépendance. Le Québec devrait donc déposer une demande formelle conforme aux exigences des Statuts du Fonds monétaire international. Pour ce faire, le Québec devrait satisfaire à certaines conditions de base: a) être un pays; b) avoir le contrôle de ses relations extérieures; et c) accepter les conditions d'adhésion posées par le Fonds et avoir la capacité d'honorer les obligations contenues dans les Statuts du Fonds.

Considérant notre hypothèse de base suivant laquelle le Québec aurait accédé à la souveraineté en toute conformité avec le droit international, le Québec serait donc, aux fins des présentes, un État ayant la pleine capacité et le plein contrôle de ses relations extérieures. Quant aux conditions d'adhésion et aux obligations envers le Fonds, le Québec aurait à payer la quote-part qui lui serait assignée par le Fonds et à prendre toutes les procédures nécessaires afin de remplir les obligations découlant des Statuts, soit de façon générale s'efforcer d'orienter sa politique économique et financière afin d'encourager une croissance économique ordonnée, chercher à

promouvoir la stabilité économique en favorisant des conditions économiques et financières ordonnées et un système monétaire qui ne soit pas source de perturbations, éviter de manipuler les taux de change ou le système monétaire international afin d'empêcher l'ajustement effectif des balances des paiements ou de s'assurer des avantages compétitifs inévitables vis-à-vis d'autres États membres et finalement de poursuivre des politiques de change compatibles. Le Québec devrait également s'engager à ne pas imposer de restrictions sur les paiements et transferts afférents à des transactions internationales courantes et ne pas avoir recours à des pratiques monétaires discriminatoires. Il se devrait aussi de respecter la libre convertibilité de sa monnaie.

L'existence d'une monnaie domestique n'est toutefois pas un élément essentiel à l'adhésion d'un nouvel État au Fonds. Le Fonds a, en effet, déjà considéré que l'absence de monnaie domestique ne posait pas d'obstacle à la capacité d'un État successeur d'honorer ses obligations découlant des Statuts du Fonds si l'État prédécesseur rencontre déjà les critères d'admissibilité du Fonds.

3. Qu'il y ait ou non entente formelle entre un Québec souverain et le Canada permettant l'utilisation de la monnaie canadienne sur le territoire du Québec, quelle(s) entente(s) de nature technique serai(en)t requise(s), s'il y a lieu, afin d'assurer l'approvisionnement en numéraire des institutions financières du Québec?

L'utilisation du dollar canadien par un Québec souverain impliquerait pour le Québec et pour le Canada, l'adoption de nouvelles mesures législatives afin de maintenir et de préserver l'intégrité du système financier actuel.

3.1 Union monétaire

Dans l'hypothèse d'une union monétaire avec le Canada, l'approvisionnement en numéraire des établissements financiers situés sur le territoire du Québec nécessiterait certains amendements de la part du Canada afin de permettre à celui-ci d'émettre des billets ayant cours légal sur les deux territoires. Le Canada devrait également s'engager envers le Québec à ne pas introduire de mesures visant à empêcher la libre circulation du dollar canadien vers le territoire québécois, ni à interdire aux institutions financières sous sa juridiction de faire librement affaires au Québec.

Pour le Québec, cette union monétaire nécessiterait l'adoption de dispositions législatives ayant pour but de reconnaître la Banque du Canada comme la seule institution ayant autorité pour émettre des billets en circulation ayant cours légal sur le territoire québécois.

L'approvisionnement en numéraire des établissements financiers situés sur le territoire québécois, en cas d'union monétaire avec le Canada, ne devrait pas poser de problème particulier et les

ententes entre le Québec et le Canada à cet égard, de même qu'entre la Banque du Canada et les établissements financiers sur le territoire québécois ne feraient en définitive que refléter la réalité de la pratique actuellement en place et des ententes techniques devraient permettre de conserver le système actuel avec la Banque du Canada qui continuerait de desservir tous les établissements financiers, tant canadiens que québécois, qui possèdent un compte auprès de cette dernière.

L'accession à la souveraineté par le Québec aurait aussi pour conséquence d'affecter le système canadien de règlement et de compensation. Toute union monétaire avec le Canada devrait comprendre des dispositions relatives au système de règlement et de compensation. Dans la mesure où les deux parties désireraient le maintien du système actuellement mis en place par l'Association canadienne des paiements, il serait nécessaire pour le Canada d'adopter des amendements à la *Loi sur l'Association canadienne des paiements* reconnaissant aux établissements financiers situés dans la province de Québec le droit d'être membres et d'être parties au système de paiement canadien et, pour le Québec, il y aurait lieu d'adopter une loi permettant un système de règlement et de paiement sur le territoire québécois, par l'intermédiaire de cette association.

De plus, si on tient compte que les dollars canadiens en circulation sous forme numéraire ne constituent qu'une portion des mécanismes de paiement et de règlement dans l'achat de biens et services au Canada et au Québec, la nature des ententes à être conclues entre le Canada et le Québec dans le cadre de l'utilisation du dollar canadien, en plus des questions relatives à la politique monétaire et au crédit, devrait également porter sur le contrôle et la juridiction exercés sur les établissements financiers canadiens faisant affaires au Québec, et inversement sur les établissements québécois faisant affaires au Canada.

3.2 *Sans union monétaire*

En cas d'absence d'union monétaire formelle avec le Canada, le Québec devrait adopter de nouvelles dispositions législatives créant, sur la base du système financier existant, un nouveau cadre juridique, financier et monétaire tout en maintenant l'utilisation du dollar canadien sur le territoire québécois.

Sur un plan strictement juridique, limiter ou interdire de manière efficace la circulation de dollars canadiens sur le territoire québécois et l'approvisionnement en numéraire des établissements financiers situés sur ce même territoire, serait une mesure possible quoique coûteuse pour le Canada mais qui demanderait au Canada la mise en place d'un vigoureux contrôle des changes et des capitaux à l'échelle nationale et internationale. En ce cas, les autorisations nécessaires du Fonds monétaire international devraient être obtenues.

La seule interdiction par les autorités canadiennes à la Banque du Canada de livrer physiquement et directement des billets de banque à des établissements financiers situés dans la province de Québec ne serait pas, à notre avis, suffisante pour empêcher la circulation de numéraire canadien sur le territoire québécois car en vertu de la libre convertibilité du dollar canadien sur les

marchés financiers étrangers, il suffirait pour le Québec de s'approvisionner en dollars canadiens à l'étranger.

En l'absence d'union monétaire, un Québec souverain devrait également adopter et mettre en place un système québécois de règlement et de compensation qui viendrait remplacer le système actuel. Ce système devrait s'harmoniser avec le système actuellement en place au Canada bien qu'on reconnaisse que les coûts associés à un tel changement de système de règlement et de compensation pourraient être élevés.

Annexe 1

Loi sur la Banque du Canada, L.R.C.(1985), c. B-2

Loi sur la faillite, L.R.C. (1985), c. B-3

Loi sur les lettres de change, L.R.C. (1985), c. B-4

Loi sur les accords de Bretton Woods, L.R.C. (1985), c. B-7

Loi sur l'Association canadienne des paiements, L.R.C. (1985), c. C-21

Loi sur la concurrence, L.R.C. (1985), c. C-34

Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, L.R.C. (1985), c. C-36

Loi sur la monnaie, L.R.C. (1985), c. C-52

Loi sur l'intérêt, L.R.C. (1985), c. I-15

Loi sur Investissement Canada, L.R.C. (1985), c. I-21.8

Loi concernant la monnaie royale canadienne, L.R.C. (1985), c. R-9

Loi sur les liquidations, L.R.C. (1985), c. W-11

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité, L.C. 1991, c. 26

Annexe 2

Selected monetary aggregates and their components
Agrégats monétaires et leurs composants

Millions of dollars En millions de dollars

Average of of Wednesday Thursday Friday Saturday Sunday Monday Tuesday Wednesday Thursday Friday Saturday Sunday	M1 M1										M2 M2										M3 M3																																																																																																																																																																																																													
des mercédies mensuelle Moins des	Currency outside banks Monnaie hors banques					Chartered bank net demand deposits Dépôts à vue nets aux banques à charte					Adjust- ments to M1 Ajus- tements à M1					M1 total Total de M1					Chartered Banks Banques à charte					Adjust- ments to M2 Ajus- tements à M2					Chartered bank non- personal term depos- its Dépôts à terme autres que ceux des particuliers aux banques à charte et dépôts en monnaies étrangères comptabilisés au Canada des sans des résidents					Adjust- ments to M3 Ajus- tements à M3																																																																																																																																																																																														
	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat- sonalities	Seasonally adjusted non deat- sonalities	Unadjusted non deat-

Annexe 2 (suite)

M2+ M2+	M2 M2	Trust and mortgage loan companies Sociétés de fiduciaire ou de prêt hypothécaire										Credit unions and caisses populaires Unions populaires et caisses populaires										Life insurance companies Compagnies d'assurance-vie										Personal deposits Dépôts personnels										Money market funds Fonds de placement à court terme										Adjustments Ajustements										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Données ajustées										M2+ M2+										Seasonally adjusted Don									
---------	-------	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	----------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	----------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Annexe 3

Flow of payment items through the national clearing and settlement system for the 1991 calendar year

TYPE	VOLUME	VALUE (CAN. \$000)
Small cheques (under \$50,000)	1,797,919,120	\$ 1,015,029,379
Large cheques (over \$50,000)	7,542,096	\$16,939,314,691
Returns	1,322,397	\$ 1,112,560
Unqualified	10,972,671	\$ 38,284,476
Magnetic tape debits	97,254,328	\$ 24,004,911
Magnetic tape credits	87,194,209	\$ 102,620,180
Shared ATM networks	169,805,261	\$ 11,056,815
Point of sale (POS)	2,147,179	\$ 107,738
Tape clearings	5,751,833	\$ 6,018,955
TOTAL	2,179,909,094	\$18,137,549,705

SOURCE: Association canadienne des paiements